**Communiqué de presse**

Depuis de nombreuses années, les retraités, par le blocage des pensions accompagné d’une augmentation de la fiscalité et d’une explosion des prix, subissent une érosion de leur pouvoir d’achat les emmenant de plus en plus vers la précarité.

Face à cette situation, l’augmentation des pensions pour vivre décemment, est une urgence. Une augmentation immédiate de 100 € des pensions, pour aller vers les 300 € nécessaires pour vivre dignement, est une urgence.

De la même manière, la prise en charge de la perte d’autonomie est indissociable d’une approche globale de la santé. Elle doit être reconnue dans la branche maladie de la Sécurité sociale avec un financement par les cotisations sociales. La 5ème branche créée par le gouvernement est un leurre. Elle n’est pas dans la Sécurité Sociale : elle est gérée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l’Autonomie (CNSA) et elle est financée par la CASA (Contribution de solidarité pour l’Autonomie) payée par les seuls retraités imposables et par la CSG.

D’autre part, pour une vaccination de toutes et de tous, le vaccin doit être gratuit et produit massivement. Nous demandons la levée de la propriété privée sur les brevets de vaccins et une organisation des campagnes de vaccination s’appuyant sur les compétences des collectivités locales (les mairies via leurs CCAS).

Outre cela, nous nous opposons à l’âgisme, aux tentatives de stigmatisation des retraité.e.s, à l’incitation à opposer les générations entre elles pour masquer la responsabilité de ceux qui, pendant des années, ont asphyxié l’hôpital et taillé dans les ressources de la Sécurité sociale.

Enfin, les services publics doivent répondre aux besoins de toutes et tous, avec le maintien des guichets et des accueils physiques dans les administrations, et particulièrement dans le domaine de la santé, de l’action sociale, des transports et du logement.

**C’est pour toutes ces raisons, qu’à l’appel national des neufs organisations et associations (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR et Ensemble et solidaires) les retraité.e.s de Saône et Loirese rassemblerontpour manifester le mercredi 31 mars à 10 h devant la Préfecture à Mâcon. Une audience a été demandée au Préfet pour lui exposer les revendications des retraités et déposer les carte-pétitions au Président de la République signées dans le département.**

**Les organisations départementales de retraité.e.s UCR CGT, UCR FO, UNIR CFE-CGC, FSU 71 et FGR-FP 71 appellent tous les retraités et toutes les retraitées du département à venir exprimer leur refus de la situation qui leur est faite et leur droit au respect.**